

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier  
Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.03.18**

---

**#Objet : Question orale de Mesdames Vanessa Rigodanzo et Valérie Schneider, conseillères communales (PS)#**

---

Séance publique

**Secrétariat****Qualité de l'air aux abords des écoles et dans les classes**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Cher·e·s collègues,

Aux abords des écoles et dans les classes, la qualité de l'air est préoccupante, voire carrément mauvaise, et cela est d'autant plus inquiétant que les enfants sont les plus vulnérables face à la pollution. En effet, si les enfants sont plus sensibles aux effets néfastes de la pollution de l'air, c'est parce que leur corps est non seulement en pleine croissance, mais aussi parce qu'ils sont plus exposés parce qu'ils sont plus actifs et inhalent plus d'air que les adultes. Ainsi les enfants courent plus de risques de développer de l'asthme, des allergies, des infections pulmonaires et des cancers.

En atteste une série d'études au niveau européen. Tout récemment encore, à la demande de l'ONG Greenpeace<sup>[1]</sup>, 222 écoles belges ont testé la qualité de l'air dans leur établissement au mois de novembre dernier. Elles ont mesuré durant quatre semaines les concentrations de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) à trois endroits : la porte d'entrée de l'établissement scolaire, la cour de récréation et la classe. Ce choix du dioxyde d'azote s'explique par le fait qu'il est facile à mesurer et que c'est un très bon indicateur de la pollution générale.

Les résultats de cette dernière étude sont une fois encore interpellants. Greenpeace constate que la qualité de l'air est médiocre dans et autour de deux tiers des écoles. Le lien est par ailleurs clairement établi entre la qualité de l'air à l'intérieur ou aux abords des écoles et le trafic automobile (mais pas que), les véhicules diesel étant particulièrement polluants. Plus une école est située dans une zone à forte densité de circulation, moins bonne est la qualité de l'air. Or, comme vous le savez, Auderghem est une commune traversée par de nombreux navetteurs automobilistes. La circulation y est dense.

Face à cette situation, Greenpeace émet de nombreuses recommandations. De manière générale, l'ONG préconise que les pouvoirs publics de tous niveaux prennent enfin de vraies mesures pour réduire la quantité de gaz d'échappement à proximité des écoles et dans nos rues en général. Mais certaines recommandations peuvent être appliquées directement par les écoles ainsi que par les autorités locales.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, nous souhaitons vous poser

les questions suivantes :

1. Avez-vous eu écho de ce rapport ? Et avez-vous pris connaissance des recommandations résultant de cette étude ?
2. Deux écoles à Auderghem ont participé à cette étude : le Centre scolaire du Blankedelle et De Stadsmus. Si Greenpeace a souligné qu'il ne s'agissait en aucun cas de désigner au cas par cas tel ou tel établissement - les conclusions de l'étude étant rendues publiques de manière globale - chaque établissement a reçu les résultats de façon individuelle. Disposez-vous des résultats des deux écoles auderghemoises? Plus globalement, la commune dispose-t-elle de chiffres/études/analyses/ relatifs à la qualité de l'air à l'entrée de nos écoles et /ou dans les cours de récréation et/ou dans les classes?
3. Enfin, les constats posés par l'étude de Greenpeace sont clairs, ils indiquent que nous devons modifier les pratiques et les habitudes de mobilité aux abords des écoles pour ainsi réduire la quantité de gaz d'échappement à proximité de celles-ci. La commune envisage-t-elle de les analyser voire de les appliquer ? D'encourager les écoles à les mettre en œuvre ? Citons, entre autres, des projets concrets comme l'introduction de la « rue scolaire » fermée au trafic deux fois par jour, au début et à la fin de la journée d'école[2] ; des rues piétonnes ou semipiétonnes là où sont situées les écoles ; la construction d'infrastructures sûres pour les enfants qui marchent ou font du vélo ; des zones "déposeminute" éloignées de l'entrée de l'école ; des cours de cyclisme ; la plantation de verdure à l'intérieur et aux alentours des établissements scolaires qui rend l'air plus sain ; l'analyse des méthodes de ventilation au sein des classes ; ou encore la réduction de la vitesse autour des écoles à 20 km/h.

Nous vous remercions pour vos réponses.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Conseillères communales PS

[1] "Mon air, mon école" est une étude sur la qualité de l'air qui a été réalisée à l'initiative de Greenpeace en partenariat notamment avec la Ligue des familles, des associations de parents, les mouvements citoyens Bruxsel'air et Clean Air Bxl et leurs homologues néerlandophones.

[2] Comme l'a fait par exemple l'école de "De Vier Winden" à Molenbeek. En accord avec les autorités communales, le trafic y est suspendu au moment où les enfants arrivent à l'école.

#### • Réponse de Monsieur Christian Coppens, Echevin

Nous avons pris connaissance de ce dossier « Mon air, mon école » de Greenpeace.

Deux écoles auderghemoises ont, en effet, participé à cette étude : Le centre scolaire du Blankedelle, avenue Jean Van Horenbeeck et De Stadsmus, avenue Henri de Brouckère.

Les taux de dioxyde d'azote relevés sont tout à fait rassurants pour ces deux écoles sachant que la valeur limite européenne est de 40 microgrammes par m<sup>3</sup>.

Valeurs mesurées au Blankedelle : rue 18,8 - cour 18,8 - classe 4,4

L'école De Stadsmus refuse de nous communiquer des résultats précis sous prétexte que, dès le début de l'opération, Greenpeace a spécifié que cette étude ne devait pas servir à comparer des écoles et à ouvrir un débat sur quelle école aurait un meilleur ou plus mauvais score que telle autre...

Ils nous disent cependant que leur résultat n'est pas plus mauvais que la moyenne des écoles situées en milieu urbain. Il serait même légèrement meilleur que la moyenne dans cette catégorie.

La moyenne, pour cette étude, sur 119 écoles en zone urbaine est de 26 en rue, 24 dans la cour et de 12 en classe

Pour les écoles en zone rurale la moyenne est de 19 à la rue, 17 dans la cour et de 8 en classe.

Nos écoles se situent donc dans un environnement légèrement meilleur que la moyenne des écoles en zone rurale (et sont à l'abri des pulvérisations d'insecticides !).

Concernant les mesures prises et à prendre préconisées dans ce rapport, je commencerai par éliminer celles qui sont impossibles à réaliser si on garde un peu de bon sens : transformer les rues de nos écoles en rues

piétonnes ou aménager un parking à deux cent ou trois cent mètres des écoles... irréalisable dans nos quartiers existants.

Par contre, je me réjouis de constater que nous répondons déjà à bon nombre des recommandations pour ce qui est de nos écoles communales :

- une moyenne de +/- 70% des enfants viennent à pied ;
- des cours de cyclisme sont pratiqués ainsi qu'une participation pratique aux tests du code de la route organisé par la police locale ;
- la verdurisation et les plantations tant aux abords que dans l'enceinte des écoles ;
- certaines écoles disposent d'un parking vélo tant à destination des élèves que des enseignants ;
- un réseau existant de pistes cyclables ;
- le centre scolaire du Blankedelle sensibilise les enfants à la qualité de leur environnement grâce à ses plantations, une mare pédagogique, un hôtel à insectes,...
- Le projet du centre scolaire du Souverain a été retenu par Bruxelles Environnement dans le cadre de l'opération « Ose le vert » (mur de verdure entre deux cours, construction et installation de nichoirs, construction d'un « tipi » en saule, hôtel à insectes, plantation d'un arbre, bacs pour arbustes fruitiers, ...)
- Lors de la construction de la nouvelle aile des Marronniers, un système de renouvellement d'air des classes a été intégré dès le départ ;
- quatre ralentisseurs de vitesse viennent d'être installés récemment devant les Marronniers également, ...

Il est évident qu'à chaque fois que la possibilité existe, nous serons attentifs à mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de réduire, de manière générale, la pollution dans notre verte commune.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 03 mai 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijns, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 29.03.18**

---

**#Onderwerp : Vraag van de Dames Vanessa Rigodanzo en Valérie Schneider, Gemeenteraadsleden  
(PS)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat****Luchtkwaliteit in de schoolomgeving en in de klaslokalen**

Geachte burgemeester, heren en dames schepenen,

Beste collega's,

De kwaliteit van de lucht in de schoolomgeving en de klaslokalen is zorgwekkend, om niet te zeggen ronduit slecht, wat des de erger is daar kinderen het meest kwetsbaar zijn voor vervuiling. Kinderen zijn immers gevoeliger voor de nefaste gevolgen van luchtvervuiling, niet alleen omdat hun lichaam nog in volle groei is, maar ook omdat ze er meer aan blootgesteld worden, omdat ze actiever zijn dan volwassenen en meer lucht inademen. Kinderen lopen zo meer risico om astma, allergieën, longinfectie en kanker te krijgen.

Dit wordt aangetoond door een reeks Europese studies. Onlangs nog hebben 222 Belgische scholen op verzoek van de ngo Greenpeace [\[1\]](#) de luchtkwaliteit in hun instelling in de maand december getest. Ze hebben gedurende vier weken de stikstofdioxideconcentratie (NO2) gemeten op drie verschillende plaatsen: de toegangspoort van de school, de speelplaats en het klaslokaal. Er werd gekozen voor stikstofdioxide omdat dit gemakkelijk te meten is en een zeer goede indicator is van de algemene vervuiling.

De resultaten van deze laatste studie zijn opnieuw verontrustend. Greenpeace stelt vast dat de luchtkwaliteit middelmatig is in en rond twee derde van de scholen. Daarnaast is er een duidelijk verband tussen de luchtkwaliteit in of in de omgeving van de scholen en het autoverkeer (maar niet alleen dat), vooral dieselwagens zijn bijzonder vervuilend. Hoe meer een school gelegen is een zone met druk verkeer, hoe slechter de luchtkwaliteit. Welnu, zoals u weet is Oudergem een gemeente waar vele autopendelaars door rijden. Het verkeer is er druk.

In het licht van deze situatie heeft Greenpeace vele aanbevelingen gedaan. In het algemeen raadt de ngo aan dat de overheden van alle niveaus eindelijk echte maatregelen nemen om de hoeveelheid uitlaatgassen in de buurt van scholen en in onze straten in het algemeen te verminderen. Maar bepaalde aanbevelingen kunnen rechtstreeks door de scholen en de lokale instanties uitgevoerd worden.

Geachte leden van het college van burgemeester en schepenen, we zouden u de volgende vragen willen stellen:

1. Heeft u van dit rapport gehoord? En heeft u kennis genomen van de aanbevelingen die uit deze studie voortvloeiden?
2. Twee scholen in Oudergem hebben aan deze studie deelgenomen: Basisschool Blankedelle en De Stadsmus. Hoewel Greenpeace benadrukte dat het in geen geval welbepaalde instellingen wou aanwijzen - de conclusies van de studie werden op een globale manier bekend gemaakt - heeft elke instelling haar individuele resultaten gekregen. Beschikt u over de resultaten van de twee Oudergemse scholen? Meer in het algemeen: beschikt de gemeente over cijfers/studies/analyses betreffende de luchtkwaliteit aan de ingang van onze scholen en/of op de speelplaatsen en/of in de klaslokalen?
3. Ten slotte zijn de vaststellingen in de studie van Greenpeace duidelijk, ze geven aan dat we onze mobiliteitspraktijken en -gewoontes in de omgeving van scholen moeten wijzigen om zo de hoeveelheid uitlaatgassen in de buurt ervan te doen afnemen. Overweegt de gemeente deze te analyseren of toe te passen? De school aan te moedigen om ze uit te voeren? We verwijzen onder andere naar concrete projecten zoals de invoering van de "schoolstraat", die twee keer per dag afgesloten wordt voor het verkeer, aan het begin en het einde van de schooldag [2]; verkeersvrije of semiverkeersvrije straten daar waar er scholen gelegen zijn; de aanleg van veilige infrastructuur voor kinderen die te voet of met de fiets naar school komen; fietslessen; aanplantingen in en rond de schoolinstellingen, om de lucht gezonder te maken; analyse van de verluchtingsmethodes in de klaslokalen; beperking van de snelheid in de schoolomgeving tot 20 km/uur.

Met dank voor uw antwoord.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadsleden PS

---

[1] "Mijn lucht, mijn school" is een studie over de luchtkwaliteit die werd uitgevoerd op initiatief van Greenpeace, in partnerschap met onder meer de Gezinsbond, ouderverenigingen, de burgerbewegingen Bruxsel'air en Clean Air Bxl en hun Nederlandstalige tegenhangers.

[2] Zoals bijvoorbeeld de school "De Vier Winden" in Molenbeek gedaan heeft. In overleg met het gemeentebestuur wordt het verkeer er onderbroken op het ogenblik dat de kinderen op school aankomen.

#### • **Antwoord van de heer Christian Coppens, schepen**

We hebben kennis genomen van dit dossier "Mijn lucht, mijn school" van Greenpeace.

Er hebben inderdaad twee Oudergemse scholen deelgenomen aan deze studie: Basisschool Blankedelle, Jean Van Horenbeecklaan en De Stadsmus, Henri de Brouckèrelaan.

De gemeten stikstofdioxideconcentraties zijn voor deze scholen volstrekt geruststellend aangezien de Europese grenswaarde 40 microgram par m<sup>3</sup> bedraagt.

Waarden gemeten in Blankedelle: straat 18,8 - speelplaats 18,8 - klaslokaal 4,4

De school De Stadsmus weigert ons precieze resultaten mee te delen onder het voorwendsel dat Greenpeace vanaf het begin van het project duidelijk gemaakt heeft dat deze studie niet mocht dienen om scholen te vergelijken of een debat op gang te brengen over welke school een beter of slechter resultaat had dan een andere.

Ze laten ons echter wel weten dat hun resultaat niet slechter is dan het gemiddelde van de scholen in een stedelijk milieu. Het zou zelfs lichtjes beter zijn dan het gemiddelde in deze categorie.

In deze studie bedroeg het gemiddelde op 119 scholen in een stedelijk milieu 26 op straat, 24 op de speelplaats en 12 in het klaslokaal.

Voor landelijk gelegen scholen bedraagt het gemiddelde 19 op straat, 17 op de speelplaats en 8 in het klaslokaal.

Onze scholen liggen dus in een omgeving die lichtjes beter is dan het gemiddelde van de scholen in landelijke gebieden (en hebben niet te lijden onder bespuitingen met insecticiden!).

Betreffende de in dit rapport aanbevolen genomen en te nemen maatregelen zal ik beginnen met degene uit te sluiten die niet te verwezenlijken zijn als men zijn gezond verstand gebruikt: de straten van onze scholen

omvormen tot voetgangersstraten of een parking inrichten op tweehonderd of driehonderd meter van de scholen... niet te verwezenlijken in onze bestaande wijken.

Ik ben daarentegen verheugd vast te stellen dat we voor onze gemeentescholen een groot aantal van deze aanbevelingen reeds opvolgen:

- gemiddeld komt +/- 70% van de kinderen te voet;
- er worden fietslessen gegeven en er wordt deelgenomen aan de praktische testen inzake de wegcode georganiseerd door de lokale politie;
- de begroening en de aanplantingen in de schoolomgeving en in de scholen zelf;
- sommige scholen hebben een fietsparking voor leerlingen en lesgevers;
- een bestaand netwerk van fietspaden;
- de basisschool Blankedelle sensibiliseert de kinderen voor de kwaliteit van hun leesomgeving, dankzij haar aanplantingen, een pedagogische vijver, een insectenhotel,...
- Het project van de basisschool Le Souverain werd door Leefmilieu Brussel geselecteerd in het kader van het project "Ose le vert" (groenmuur tussen twee speelplaatsen, bouw en plaatsing van nestkastjes, bouw van een "tipi" in wilgenhout, insectenhotel, aanplanting van een boom, bakken voor fruitstruiken,...);
- Bij de bouw van de nieuwe vleugel van Les Marronniers werd vanaf het begin een systeem voor luchtverversing in de klaslokalen geïntegreerd;
- onlangs werden er eveneens vier snelheidsbegrenzers geplaatst voor Les Marronniers.

Het spreekt vanzelf dat we, zodra de mogelijkheid zich voordoet, alles in het werk zullen stellen om de vervuiling in onze groene gemeente in het algemeen terug te dringen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 03 mei 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier  
Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.03.18**

---

**#Objet : Question orale de Mesdames Vanessa Rigodanzo et Valérie Schneider, conseillères communales (PS)#**

---

Séance publique

**Secrétariat****Sensibilisation des ressortissants européens et non européens à s'inscrire sur la liste des électeurs en vue des élections communales d'octobre 2018**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Les prochaines élections communales se tiendront le 14 octobre 2018.

Depuis 1999, les étrangers ressortissants d'un État membre de l'Union européenne peuvent participer au vote à condition de s'inscrire sur la liste des électeurs de la commune. Il en va de même depuis 2004 pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, ayant établi leur résidence principale en Belgique de manière ininterrompue pendant cinq ans et s'ils remplissent une déclaration par laquelle ils s'engagent à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La date ultime d'inscription sur la liste des électeurs est le 31 juillet 2018.

Mesdames et Messieurs les membres du collège des bourgmestre et échevins,

- Quelles sont les actions spécifiques d'information et de sensibilisation que vous avez déjà prises pour inviter nos concitoyens non belges résidant en Belgique à s'inscrire sur les listes électorales et quelles sont celles que vous mettrez en place dans les semaines à venir?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Valerie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Conseillères communales PS

- **Réponse de Madame Pascale Despineto, Echevin**

Actions entreprises :

- Le site internet communal dispose d'un onglet « Elections 2018 » qui renvoie vers le site de la Région qui est constamment mis à jour et où il est possible de télécharger les formulaires d'inscription.
- Nous avons reçu en date du 22 mars 2018, un courrier de Monsieur Alain Hutchinson – Commissaire à l'Europe et aux Organisations Internationales nous informant que son administration allait à la demande du Gouvernement bruxellois mener un campagne de sensibilisation auprès des citoyens européens. Nous avons commandé des flyers que nous pourrions distribuer aux guichets ainsi que des posters qui pourront être affichés.

#### Actions à entreprendre :

La région nous a informé qu'elle allait envoyer un courrier personnalisé ainsi que les formulaires d'inscription aux électeurs potentiels dans le courant du mois de mai.

Nous pouvons soutenir cette action en informant les citoyens (information sur le site communal, article dans le journal communal,..).

Il me semble inutile d'inonder les électeurs de courriers et de formulaires car d'expérience nous nous sommes déjà retrouvés en présence d'inscriptions multiples (qu'il faut traiter) car les citoyens ne comprennent pas les différents niveaux de pouvoir intervenant dans le processus électoral.

Pour votre information :

- Il avait été question de pouvoir introduire de manière plus simple les formulaires d'inscription (mail par exemple) mais cette compétences étant fédérale, rien ne change pour ces élections. Pour s'inscrire les candidats électeurs doivent donc :

- Se présenter en personne ;
- Envoyer un courrier postal ;
- Envoyer un mail MAIS muni d'une signature électronique

Tout autre moyens qui serait accepté par l'autorité communale serait attaquant en cas de recours...

Pour être complet, je vous prie de trouver quelques chiffres concernant les électeurs potentiels

(Electeurs potentiels = projection au 14/10/2018 en tenant compte de la situation actuelle):

- Belges : 18.972
- UE non- inscrits (+18, non déchus, inscrits RP ou RE, non-inscrits aux élections communales) : - 4.794
- Non UE (+18, +5 ans en B couvert pas un séjour légal, inscrits RP ou RE, non inscrits aux élections communales) : - 843
- Nombre d'étrangers UE et non UE inscrits actuellement 934

Le Conseil prend acte.



AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 03 mai 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijns, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 29.03.18**

---

**#Onderwerp : Vraag van de Dames Vanessa Rigodanzo en Valérie Schneider, Gemeenteraadsleden (PS)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat****Sensibilisering van de Europese en niet-Europese staatsburgers om zich in te schrijven op de kiezerslijst met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen in oktober 2018**

Geachte burgemeester, heren en dames schepenen,

Beste collega's,

De volgende gemeenteraadsverkiezingen vinden plaats op 14 oktober 2018.

Sinds 1999 mogen buitenlanders die staatsburger zijn van een lidstaat van de Europese Unie, deelnemen aan de verkiezingen op voorwaarde dat ze zich inschrijven op de kiezerslijst van de gemeente. Hetzelfde geldt sinds 2004 voor staatsburgers van landen die geen lid zijn van de Europese Unie, op voorwaarde dat ze gedurende vijf jaar op ononderbroken wijze hun hoofdverblijfplaats hebben gehad in België en een verklaring invullen waardoor ze zich verbinden tot het eerbiedigen van de Grondwet, de wetten van het Belgische volk, en het Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden. De uiterste datum voor inschrijving op de kiezerslijst is 31 juli 2018.

Geachte leden van het college van burgemeester en schepenen,

- Welke specifieke acties op het vlak van informatieverstrekking en sensibilisering hebt u reeds genomen om onze niet-Belgische medeburgers die in België wonen, uit te nodigen om zich in te schrijven op de kiezerslijsten, en welke acties zult u in de komende weken nemen?

We danken u voor uw antwoord.

Valerie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadsleden PS

- **Antwoord van mevrouw Pascale Despineto, schepen**

Ondernomen acties:

- De website van de gemeente bevat een tab "Verkiezingen 2018", doorverwijzend naar de website van het gewest, die voortdurend wordt geactualiseerd en van waarop de inschrijvingsformulieren kunnen worden gedownload.
- Op 22 maart 2018 ontvingen we een schrijven vanwege mijnheer Alain Hutchinson, commissaris voor de relaties met de Europese en internationale instellingen, waarin hij ons meldde dat zijn administratie op vraag van de Brusselse Regering een sensibiliseringscampagne ging voeren bij de Europese burgers. We hebben flyers besteld om te verdelen aan de loketten, alsook posters om op te hangen.

#### Te ondernemen acties:

Het gewest heeft ons meegedeeld dat het in de loop van de maand mei een geïndividualiseerde brief evenals inschrijvingsformulieren naar de potentiële kiezers ging sturen.

Wij kunnen deze actie ondersteunen door de burgers te informeren (informatie op de website van de gemeente, artikel in het gemeentelijk informatieblad, ...).

Het lijkt me nutteloos de kiezers te overstelpen met brieven en formulieren. We weten immers uit ervaring dat we dan dubbele inschrijvingen ontvangen (die stuk voor stuk moeten worden behandeld), doordat de burgers geen inzicht hebben in de verschillende bevoegdheidsniveaus die een rol spelen in het verkiezingsproces.

Ter informatie:

- Er is sprake van geweest om het mogelijk te maken de inschrijvingsformulieren op een eenvoudigere manier in te dienen (bijvoorbeeld via e-mail). Aangezien dat echter betrekking heeft op een federale bevoegdheid, verandert er voor deze verkiezingen niets. Om zich in te schrijven, moeten de kandidaat-kiezers dus:

- Ofwel zich persoonlijk aanbieden;
- Ofwel een brief sturen via de post;
- Ofwel een e-mail sturen, voorzien van een ELEKTRONISCHE HANDTEKENING.

Aanvaardt de gemeentelijke overheid een ander middel? Dan kan dat ingeval van instelling van beroep worden aangevochten ...

Met het oog op volledigheid voeg ik enkele cijfers aangaande de potentiële kiezers toe (potentiële kiezers = verwachte aantallen op 14/10/2018, rekening houdend met de huidige situatie):

- Belgen: 18.972
- EU niet ingeschreven (+18, niet uit hun rechten ontzet, ingeschreven BR of VR, niet ingeschreven voor de gemeenteraadsverkiezingen): - 4.794
- Niet-EU (+18, +5 jaar in B gedekt door een wettelijk verblijf, ingeschreven BR of VR, niet ingeschreven voor de gemeenteraadsverkiezingen): - 843
- Huidig aantal ingeschreven vreemdelingen EU en niet-EU 934

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 03 mei 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.03.18**

---

**#Objet : Question orale de Mesdames Vanessa Rigodanzo et Valérie Schneider, conseillères communales (PS)#**

---

Séance publique

**Secrétariat****Mesures prises à l'égard des familles victimes d'un incendie rue de la Chasse Royale et envers les marchands de sommeil en général dans la commune**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Le 11 mars dernier, un incendie a ravagé un immeuble d'habitation rue de la Chasse royale. Cet incendie a causé la mort d'un des habitants et a entraîné la nécessité de reloger les autres familles.

La presse a pointé le fait que cet immeuble était considéré comme insalubre. L'hypothèse privilégiée est celle d'une installation électrique défectueuse, et donc probablement d'un manquement du propriétaire de l'immeuble à ses obligations d'entretien. Raison pour laquelle il y a eu saisie d'un juge d'instruction qui a ouvert une enquête pour homicide involontaire et traite des êtres humains. Des éléments comme la présence de 16 matelas ont en effet permis d'émettre la piste de marchands de sommeil.

Mesdames et Messieurs les membres du Collège des bourgmestre et échevins, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Une déclaration d'insalubrité a été prononcée en 2015. Dans la presse vous avez, Monsieur le Bourgmestre, exprimé avoir mis la pression financièrement et administrativement sur le propriétaire. Pouvez-vous nous éclairer sur les suites exactes données à l'arrêté d'insalubrité ?
- Les propriétaires qui mettent en location un bien insalubre à des locataires en situation de précarité risquent gros. Traquer les marchands de sommeil n'est cependant pas chose aisée. Pouvez-vous nous indiquer combien de PV la commune a-t-elle déjà dressé à l'encontre de ce genre de propriétaires peu scrupuleux ?
- Nous avons pu constater que le CPAS a centralisé les dons spontanés de la population envers les familles victimes. Au-delà de cette centralisation, quelles mesures ont été prises par le CPAS pour reloger l'ensemble des victimes ? Pouvez-vous à ce propos nous confirmer qu'une solution a été

trouvée pour l'ensemble des victimes ?

- Auderghem dispose de 4 logements de transit qui permettent de répondre aux situations d'urgence. Jugez-vous cette capacité suffisante pour notre commune ? D'autres biens servent-ils à faire face à ce type de situation ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Conseillères communales PS

• **Réponse de Monsieur Christophe Magdalijns, Bourgmestre f.f.**

1. Une déclaration d'insalubrité a été prononcée en 2015. Dans la presse vous avez, Monsieur le Bourgmestre, exprimé avoir mis la pression financièrement et administrativement sur le propriétaire. Pouvez-vous nous éclairer sur les suites exactes données à l'arrêté d'insalubrité ?

En octobre 2015, le service de l'urbanisme dresse un procès-verbal d'infraction au propriétaire de l'immeuble sis rue de la Chasse Royale 28. Le contrôleur des travaux constate la présence de 9 unités de logement au lieu de 4 unités autorisées. Le procès-verbal d'infraction est transmis au Fonctionnaire sanctionnateur de l'Inspection régionale et au parquet du Procureur du Roi. L'Inspection régionale n'a pas informé la commune des poursuites judiciaires entamées ou du classement sans suite du dossier. Un courrier est envoyé le 26 mars 2018 à l'Inspection régionale du logement à ce sujet.

Une visite de l'immeuble a été ordonnée en novembre 2015 afin de vérifier le respect des normes élémentaires de sécurité et d'habitabilité des logements.

Suite à cette visite des lieux, notre administration a pris des mesures pour contraindre le propriétaire à effectuer certaines prestations. L'administration a notamment exigé qu'une attestation de conformité des installations électriques soit fournie, que des portes coupe-feu soient installées et que des détecteurs d'incendie soient placés à chaque étage.

En janvier 2016, les services communaux déposent une plainte à l'Inspection régionale du logement compétente pour contrôler le respect des normes d'habitabilité des logements.

Suite au dépôt de cette plainte par la Commune, une sanction d'interdiction immédiate de mise en location est prononcée par l'Inspection régionale du logement.

Afin d'accroître la pression financière sur le propriétaire de l'immeuble, le Collège décide d'enrôler une taxe sur les immeubles déclarés insalubres ou ne répondant pas aux exigences élémentaires de sécurité pour les exercices d'imposition 2016 et 2017. Au total 5.688,00 Euros de taxes sont enrôlées à charge du propriétaire. Suite à des travaux menés par le propriétaire, l'Inspection régionale du logement décide de lever l'interdiction de mise en location au mois de mai 2017.

2. Les propriétaires qui mettent en location un bien insalubre à des locataires en situation de précarité risquent gros. Traquer les marchands de sommeil n'est cependant pas chose aisée. Pouvez-vous nous indiquer combien de PV la commune a-t-elle déjà dressé à l'encontre de ce genre de propriétaires peu scrupuleux ?

*Remarque liminaire :*

La politique d'Auderghem en matière de police communale du logement vise à poursuivre les marchands de sommeil mais pas seulement.

En effet, l'action de l'administration se concentre sur tous les biens immeubles inoccupés ou présentant des problèmes de sécurité et/ou de salubrité.

Le propriétaire qui subdivise illégalement son immeuble pour y installer des kots étudiants est poursuivi de la même façon que le propriétaire qui use de la faiblesse de personnes précarisées en mettant à leur disposition des logements insalubres.

Annuellement, il y a en moyenne 25 arrêtés du Bourgmestre relatif à l'insalubrité de certains immeubles ou relatifs au non-respect des normes élémentaires de sécurité. De manière plus globale, la cellule logement

envoi par an plus de 300 courriers à destination des propriétaires, des locataires, des agences immobilières, ... dans le cadre du suivi des procédures relatives à la lutte contre les logements vides et inoccupés.

La Commune est partie également à de nombreuses procédures judiciaires tant en demandeur qu'en défendeur et un budget de 200.000,00 est consacré à la défense de ses intérêts.

Au sein de l'administration communale, 4 agents sont chargés entre autre de veiller au respect des normes de qualité des logements situés sur le territoire communal. La cellule logement est constituée d'un juriste, de deux agents techniques et d'un contrôleur des travaux.

En outre, les services de proximité (gardiens de la paix et inspecteurs de quartier) sont étroitement associés à la politique mise en place. Ils constituent le premier maillon de la chaîne et permettent, grâce à leur expérience de terrain, de réunir des faisceaux d'indices permettant à l'administration d'intervenir.

La cellule logement est placée sous l'autorité directe du Secrétaire communal qui organise des réunions hebdomadaires de coordination des actions (monitoring logement).

*Concernant le problème spécifique des marchands de sommeil :*

Sur le territoire communal, 12 bâtiments sont en 2018 répertoriés comme des immeubles subdivisés pouvant abriter des personnes considérées comme défavorisées. Cela représente un nombre important de dossiers car ces immeubles comprennent plusieurs unités de logement.

Par exemple, pour les immeubles situés avenue Tedesco 22 et 24 c'est 16 logements au total qui sont contrôlés. Pour l'immeuble situé rue de la Chasse Royale 28, c'est 9 unités de logement qui ont été contrôlées.

Pour ces immeubles, la commune met en places diverses actions :

- Arrêté du Bourgmestre déclarant l'immeuble insalubre ; Le cas échéant un arrêté déclarant l'immeuble inhabitable est nécessaire.
- Actions judiciaires portant sur l'exécution forcée des prestations mises à charge du propriétaire ;
- Taxation annuelle ;
- Procès-verbaux d'infraction au Règlement général de police ;
- Procès-verbaux d'infraction en cas de violation des normes urbanistiques ;
- Mise sous scellés ;
- Ordre de remise en *pristin* état ;
- Dénonciation auprès de l'Inspection régionale du logement ;
- ...

#### • Réponse de Madame Véronique Artus, Présidente du CPAS

**Nous avons pu constater que le CPAS a centralisé les dons spontanés de la population envers les familles victimes.**

Effectivement nous avons pu accéder au garage de la maison de la Prévention et des Solidarités et rassembler du petit matériel et des tables à manger, des étagères, deux entreprises nous ont fait des dons également...

Concernant l'accès à l'épicerie sociale et la vesti boutique, elle a été ouverte par les volontaire dès le dimanche de l'incident à 15h00 et je suis restée en contact de façon permanente avec les bénévoles sur l'évolution de la situation

L'aide d'urgence octroyée et prise en charge en partie par le CPAS et en partie par la Croix-Rouge pour l'aide alimentaire et la vesti boutique a pris fin vendredi passé.

Nous pourrons réévaluer les besoins au cas par cas, ces aides étaient des aides d'urgence et non des aides structurelles.

Si des aides structurelles sont nécessaires il faut que les personnes en fassent la demande auprès de leur Assistant Social et une décision doit alors être prise par l'organe compétent.

Une évaluation financière de l'intervention de la Croix-Rouge, et les frais engendrés par les logements à l'auberge des 3 Fontaines et les frais supportés par le CPAS est en cours de réalisation.

Un citoyen a également déclenché une opération médiatique auprès d'une chaîne de radio-TV ... c'est une citoyenne de la commune d'Ixelles qui a pris le relais

Chaque situation est traitée de façon individuelle ...

**Au-delà de cette centralisation, quelles mesures ont été prises par le CPAS pour reloger l'ensemble des victimes ? Pouvez-vous à ce propos nous confirmer qu'une solution a été trouvée pour l'ensemble des victimes ?**

Dès le dimanche 17h00, et en fonction des informations reçues par la police, j'ai reçu la liste des personnes sinistrées qui avaient besoin d'être logées.

J'ai pris contact avec l'Auberge des 3 Fontaines et me suis rendue sur place pour accueillir ces personnes

La réquisition des logements de transit s'est faite en même temps, deux de ces logements étaient libres, les deux autres faisant l'objet d'une attribution préalable.

Les services sociaux ont été avertis dès le dimanche soir de la situation de toutes ces personnes et lundi matin à 7h30 les équipes étaient au CPAS pour commencer le travail de terrain.

Toutes les personnes ont été hébergées soit à l'Auberge des 3 Fontaines, soit dans la famille ou chez des amis dès le premier soir.

Toutes les personnes sont logées pour l'instant, soit dans les logements de transit, soit dans un des 3 logements sociaux, soit ont retrouvé un logement privé

**Auderghem dispose de 4 logements de transit qui permettent de répondre aux situations d'urgence. Jugez-vous cette capacité suffisante pour notre commune ? D'autres biens servent-ils à faire face à ce type de situation ?**

La situation de crise que nous avons vécue est exceptionnelle et les logements de transit dont nous disposons font face aux besoins de la population et des services. Nous avons toujours la possibilité d'interpeller d'autres communes pour nous aider temporairement, nous restons alors compétent pour l'octroi de l'aide.

Il est envisagé d'obtenir un 5<sup>ème</sup> appartement, les démarches sont en cours avec la commune, des subsides existent également pour suppléer à l'achat de ces logements.

Nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit de répondre à des urgences et que ces situations de logements précaires doivent rester exceptionnelles.

Les bonnes relations de collaboration construites avec la société de logement en Bord de Soignes et l'Auberge des 3 Fontaines ont permis de faire face à cette urgence, en appui aux logements de transit.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 03 mai 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs





Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijns, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 29.03.18**

---

**#Onderwerp : Vraag van de Dames Vanessa Rigodanzo en Valérie Schneider, Gemeenteraadsleden (PS)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat****Genomen maatregelen ten behoeve van de gezinnen die werden getroffen door een brand in de Koninklijke Jachtstraat en tegenover huisjesmelkers in het algemeen in de gemeente**

Geachte burgemeester, heren en dames schepenen,

Beste collega's,

Op 11 maart heeft een brand een woongebouw in de Koninklijke Jachtstraat in de as gelegd. Door deze brand heeft een van de bewoners het leven gelaten en moesten de andere gezinnen elders worden ondergebracht.

In de pers werd erop gewezen dat dit gebouw als onbewoonbaar werd beschouwd. De voorkeurshypothese is die van een defecte elektrische installatie en dus waarschijnlijk van een tekortkoming van de eigenaar van het gebouw ten aanzien van zijn onderhoudsverplichtingen. Daarom werd een bevel tot beslaglegging uitgevaardigd door een onderzoeksrechter die een onderzoek heeft geopend wegens onopzettelijke doodslag. Door enkele elementen, waaronder de aanwezigheid van 16 matrassen, kon immers de piste van huisjesmelkers naar voor worden geschoven.

Geachte leden van het college van burgemeester en schepenen, ik zou u de volgende vragen willen stellen:

- In 2015 werd een onbewoonbaarverklaring uitgesproken. In de pers heeft u, mijnheer de burgemeester, aangegeven dat u financiële en administratieve druk heeft uitgeoefend op de eigenaar. Kunt u ons toelichting geven bij de precieze gevolgen die aan het onbewoonbaarheidsbesluit werden gegeven?
- De eigenaars die een onbewoonbaar goed verhuren aan huurders die zich in een precare situatie bevinden, nemen grote risico's. Huisjesmelkers opsporen en vatten is echter niet gemakkelijk. Kunt u ons verduidelijken hoeveel processen-verbaal de gemeente heeft opgesteld tegenover dit soort van weinig scrupuleuze eigenaars?
- Wij hebben kunnen vaststellen dat het OCMW de spontane giften van de bevolking aan de getroffen

gezinnen heeft gecentraliseerd. Welke maatregelen heeft het OCMW, naast deze centralisering, nog genomen om alle slachtoffers elders onder te brengen? Kunt u ons in dat verband bevestigen dat er voor alle slachtoffers een oplossing werd gevonden?

- De gemeente Oudergem beschikt over 4 transitwoningen die het mogelijk maken om in te spelen op noodsituaties. Vindt u dat deze capaciteit volstaat voor onze gemeente? Worden er nog andere woningen gebruikt om het hoofd te bieden aan een dergelijke situatie?

Wij danken u voor uw antwoorden.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadsleden PS

• **Antwoord van de heer Christophe Magdalijs, waarnemend burgemeester**

1. In 2015 werd een onbewoonbaarverklaring uitgesproken. In de pers heeft u, mijnheer de burgemeester, aangegeven dat u financiële en administratieve druk heeft uitgeoefend op de eigenaar. Kunt u ons toelichting geven bij de precieze gevolgen die aan het onbewoonbaarheidsbesluit werden gegeven?

In oktober 2015 heeft de dienst Stedenbouw een proces-verbaal van overtreding opgesteld op naam van de eigenaar van het gebouw in de Koninklijke Jachtstraat 28. De controleur van de werken heeft vastgesteld dat er in plaats van de 4 toegelaten eenheden 9 wooneenheden aanwezig waren. Het proces-verbaal van overtreding werd overgemaakt aan de sanctionerende ambtenaar van de Gewestelijke Inspectie en aan het parket van de procureur des Konings. De Gewestelijke Inspectie heeft de gemeente niet ingelicht over de aanvatting van gerechtelijke vervolgingen of de seponering van het dossier. Op 26 maart 2018 werd er hierover een brief naar de Gewestelijke Huisvestingsinspectie gestuurd.

In november 2015 werd een bezoek aan het gebouw bevolen om na te gaan of de elementaire veiligheids- en huisvestingsnormen in de woningen werden nageleefd.

In aansluiting op dit plaatsbezoek heeft ons bestuur maatregelen genomen om de eigenaar te verplichten tot de uitvoering van sommige prestaties. Het bestuur heeft onder meer geëist dat een conformiteitsattest voor de elektrische installaties wordt verstrekt, er branddeuren worden geïnstalleerd en op elk verdieping branddetectoren worden geplaatst.

In januari 2016 hebben de gemeentediensten een klacht neergelegd bij de bevoegde Gewestelijke Huisvestingsinspectie om na te gaan of de huisvestingsnormen in de woningen werden nageleefd.

Na de neerlegging van deze klacht door de gemeente heeft de Gewestelijke Huisvestingsinspectie een sanctie tot onmiddellijk verhuurverbod uitgesproken.

Om de financiële druk op de eigenaar van het gebouw te verhogen, besliste het college om voor de aanslagjaren 2016 en 2017 een belasting te heffen op de woningen die onbewoonbaar zijn verklaard of niet beantwoorden aan de elementaire veiligheidsvereisten. In totaal werd een belasting ter waarde van 5.688,00 euro ten laste van de eigenaar gelegd.

Na de werken die door de eigenaar werden uitgevoerd, besliste de Gewestelijke Huisvestingsinspectie om het verhuurverbod in mei 2017 op te heffen.

2. De eigenaars die een onbewoonbaar goed verhuren aan huurders die zich in een preciaire situatie bevinden, nemen grote risico's. Huisjesmelkers opsporen en vatten is echter niet gemakkelijk. Kunt u ons verduidelijken hoeveel processen-verbaal de gemeente heeft opgesteld tegenover dit soort van weinig scrupuleuze eigenaars?

*Voorafgaande opmerking:*

Het beleid van Oudergem inzake gemeentelijke huisvestingspolitie beoogt de vervolging van huisjesmelkers, maar dat niet alleen.

De ondernomen acties van het bestuur zijn immers gericht op alle onroerende goederen die leegstaan of kampen met veiligheids- en/of gezondheidsproblemen.

De eigenaar die zijn gebouw op onwettige wijze opsplijt om er studentenkoten in onder te brengen, wordt op dezelfde manier vervolgd als de eigenaar die de zwakheid van kansarme personen misbruikt door hen onbewoonbare woningen ter beschikking te stellen.

Jaarlijks worden er gemiddeld 25 besluiten van de burgemeester uitgevaardigd betreffende de onbewoonbaarheid van bepaalde gebouwen of de niet-naleving van de elementaire veiligheidsnormen. Meer in het algemeen stuurt de cel Huisvesting jaarlijks meer dan 300 brieven naar eigenaars, huurders, verhuurkantoren, ... in het kader van de opvolging van de procedures in verband met de strijd tegen leegstaande woningen.

De gemeente is ook partij bij talrijke gerechtelijke procedures, als eiser of als verweerder. Er is een budget van 200.000,00 euro uitgetrokken om haar belangen te verdedigen.

Binnen het gemeentebestuur zijn 4 ambtenaren belast met onder meer het toezicht op de naleving van de kwaliteitsnormen van de woningen op het gemeentelijke grondgebied. De cel Huisvesting bestaat uit een jurist, twee technische medewerkers en een controleur van de werken.

Daarnaast zijn de nabijheidsdiensten (gemeenschapswachters en wijkinspecteurs) nauw betrokken bij het ingevoerde beleid. Ze zijn de eerste schakel in de keten en slagen er dankzij hun terreinervaring in om de nodige aanwijzingen bijeen te brengen om een tussenkomst van het bestuur mogelijk te maken.

De cel Huisvesting staat onder het rechtstreekse gezag van de gemeentesecretaris die wekelijkse vergaderingen organiseert om de acties te coördineren (monitoring huisvesting).

*Wat het specifieke probleem van de huisjesmelkers betreft:*

In 2018 zijn op het gemeentelijke grondgebied 12 gebouwen opgenomen in de lijst van onderverdeelde woningen waar als kansarm beschouwde personen kunnen worden gehuisvest. Dit vertegenwoordigt een groot aantal dossiers, omdat deze gebouwen uit meerdere wooneenheden bestaan.

Voor de woningen in de Tedescolaan 22 en 24, gaat het bijvoorbeeld in totaal om 16 gecontroleerde wooneenheden. Voor het gebouw in de Koninklijke Jachtstraat 28 werden er 9 wooneenheden gecontroleerd.

Voor deze gebouwen heeft de gemeente verschillende acties ondernomen:

- een besluit van de burgemeester waarin het gebouw ongezond wordt verklaard; desgevallend is er een besluit nodig waarin het gebouw onbewoonbaar wordt verklaard;
- rechtsvorderingen aangaande de gedwongen uitvoering van de prestaties die ten laste van de eigenaar worden gelegd;
- jaarlijkse belastingheffing;
- proces-verbaal aangaande een inbreuk op het algemeen politiereglement;
- proces-verbaal van inbreuk in geval van een schending van de stedenbouwkundige normen;
- verzegeling;
- bevel om het gebouw in zijn *oorspronkelijke* staat te herstellen;
- klacht bij de Gewestelijke Huisvestingsinspectie;
- ...

• **Antwoord van mevrouw Véronique Artus, voorzitter van het OCMW**

**Wij hebben kunnen vaststellen dat het OCMW de spontane giften van de bevolking aan de getroffen gezinnen heeft gecentraliseerd.**

Wij hebben toegang gekregen tot de garage van het 'Huis van Preventie en Solidariteit' en hebben kleine benodigdheden en eettafels, rekken, enz. kunnen inzamelen. Daarnaast hebben ook twee ondernemingen schenkingen gedaan.

De sociale kruidenier en de kledingwinkel werden door enkele vrijwilligers geopend vanaf de zondag van

het incident om 15.00 uur. Ik heb permanent contact onderhouden met de vrijwilligers over de evolutie van de situatie.

De noodhulp die deels werd verstrekt en ten laste werd genomen door het OCMW en deels door het Rode Kruis voor de voedselhulp en de kledingwinkel liep vorige week ten einde.

Wij zullen de behoeften geval per geval kunnen herbeoordelen, aangezien het ging om noodhulp en geen structurele hulp.

Als er structurele hulp nodig zou zijn, moeten de personen daarvoor een aanvraag indienen bij hun maatschappelijke assistent en moet het bevoegde orgaan daarover vervolgens een beslissing nemen.

Er wordt momenteel een financiële raming opgesteld voor de tussenkomst van het Rode Kruis, evenals voor de kosten van de verblijven in de "Auberge des 3 Fontaines" en de door het OCMW ten laste genomen kosten.

Daarnaast werd door een burger een mediacampagne opgestart bij een radio/tv-zender... Een inwonster van de gemeente Elsene heeft vervolgens de fakkel overgenomen.

Elke situatie wordt individueel behandeld...

**Welke maatregelen heeft het OCMW, naast deze centralisering, nog genomen om alle slachtoffers elders onder te brengen? Kunt u ons in dat verband bevestigen dat er voor alle slachtoffers een oplossing werd gevonden?**

Zondag om 17.00 uur en in functie van de door de politie verstrekte informatie heb ik de lijst ontvangen van de getroffen personen voor wie een andere woning moest worden gezocht.

Ik heb contact opgenomen met de "Auberge des 3 Fontaines" en ben ter plaatse gegaan om deze personen te verwelkomen.

De opeising van de transitwoningen gebeurde op hetzelfde moment. Twee van deze woningen waren vrij. De twee andere waren voordien al toegewezen.

De sociale diensten werden zondagavond op de hoogte gebracht van de situatie van al deze personen. Maandagochtend om 7.30 uur waren de teams aanwezig bij het OCMW om het werk op het terrein aan te vatten.

Alle personen werden vanaf de eerste avond hetzij bij de "Auberge des 3 Fontaines", hetzij bij familie, hetzij bij vrienden ondergebracht.

Alle personen hebben momenteel een onderkomen, ofwel in de transitwoningen, ofwel in een van de 3 sociale woningen, ofwel in een privéwoning die ze zelf hebben gevonden.

**De gemeente Oudergem beschikt over 4 transitwoningen die het mogelijk maken om in te spelen op noodsituaties. Vindt u dat deze capaciteit volstaat voor onze gemeente? Worden er nog andere woningen gebruikt om het hoofd te bieden aan een dergelijke situatie?**

De crisissituatie waarmee wij werden geconfronteerd, is uitzonderlijk en de transitwoningen waarover wij beschikken komen tegemoet aan de noden van de bevolking en de diensten. Wij kunnen steeds aan andere gemeenten vragen om ons tijdelijk uit de nood te helpen. Wij blijven dan bevoegd voor de toekenning van de hulp.

De aanschaf van een 5<sup>e</sup> appartement wordt overwogen. Samen met de gemeente worden daarvoor momenteel de nodige stappen ondernomen. Er bestaan eveneens subsidies om deze woningen te kunnen aankopen.

Wij mogen niet uit het oog verliezen dat het erom gaat in te spelen op noodsituaties en dat deze situaties van preciaire woningen uitzonderlijk moeten blijven.

Dankzij de goede samenwerkingsverbanden die werden opgebouwd met de huisvestingsmaatschappij "En Bord de Soignes" en de "Auberge des 3 Fontaines" konden wij het hoofd bieden aan deze noodsituatie, als aanvulling op de transitwoningen.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 03 mei 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders,  
Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier  
Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux*.

**Séance du 29.03.18**

---

**#Objet : Question orale de Mesdames Vanessa Rigodanzo et Valérie Schneider, conseillères communales (PS)#**

---

Séance publique

**Secrétariat****Inscription de la commune d'Auderghem à BE-Alert**

Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Chers collègues,

Be Alert est une plateforme d'alerte qui permet aux autorités de diffuser à la population un message en cas de situation d'urgence.

La moitié des communes bruxelloises se sont inscrites sur cette plateforme d'alerte. En revanche, Auderghem ne figure pas dans la liste des communes bruxelloises participantes.

Mesdames et Messieurs les membres du collège des bourgmestre et échevins,

- Pouvez-vous nous indiquer les raisons pour lesquelles Auderghem ne s'inscrit pas sur cette plateforme ?
- Avez-vous l'intention d'y adhérer ? Dans la négative et si vous estimez avoir mis un service d'informations à la population équivalent, pouvez-vous nous en expliquer les modalités ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Conseillères communales PS

**• Réponse de Christophe Magdalijns, Bourgmestre f.f.**

En guise d'introduction, sachez qu'à Bruxelles, seules 9 communes ont adhéré au système. A titre individuel, un peu moins de 23.000 Bruxellois sont abonnés au système. C'est peu.

La Commune d'Auderghem ne s'est pas inscrite au système Be-Alert au contraire des communes d'Uccle et de Watermael-Boitsfort formant avec nous la zone de police Marlow.

Je ne manquerai pas de demander un retour d'expérience aux deux autres communes en Collège de police. Si

ce retour devait être positif et que les deux communes en question devaient se maintenir dans le système Be-Alert, nous le rejoindrions également dans une logique d'harmonisation au sein de notre zone de police. J'ajouterais cependant que nous avons pu constater que, sans ce système, l'information circulait facilement dès lors que nous pouvions compter sur les médias audio-visuels et sur tous les outils communaux de communication. En disant cela, je pense par exemple à l'épisode qui a vu la fermeture temporaire du viaduc Herrmann-Debroux.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 03 mai 2018

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre f.f.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs



Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijns, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Suat Kuraoglu, André Decourrière, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

**Zitting van 29.03.18**

---

**#Onderwerp : Vraag van de Dames Vanessa Rigodanzo en Valérie Schneider, Gemeenteraadsleden  
(PS)#**

---

Openbare zitting

**Secretariaat****Inschrijving van de gemeente Oudergem op BE-Alert**

Geachte burgemeester, heren en dames schepenen,

Beste collega's,

BE-Alert is een alarmeringsplatform dat de overheid in staat stelt om ingeval van een noodsituatie een bericht te sturen aan de bevolking.

De helft van de Brusselse gemeenten heeft zich op dit alarmeringsplatform ingeschreven. Oudergem staat echter niet in de lijst van de deelnemende Brusselse gemeenten.

Geachte leden van het college van burgemeester en schepenen,

- Kunt u ons zeggen om welke redenen Oudergem zich niet inschrijft op dit platform?
- Bent u van plan om zich erop in te schrijven? Indien het antwoord negatief is en u van mening bent dat u een gelijkwaardige service inzake informatieverstrekking aan de bevolking hebt ontwikkeld, kunt u ons dan de modaliteiten ervan uitleggen?

We danken u voor uw antwoord.

Valérie Schneider – Vanessa Rigodanzo

Gemeenteraadsleden PS

- **Antwoord van Christophe Magdalijns, waarnemend burgemeester**

Allereerst wijs ik erop dat slechts 9 Brusselse gemeenten zich op het systeem hebben ingeschreven. Individueel bekeken, zijn iets minder dan 23.000 Brusselaars geabonneerd op het systeem. Dat is weinig.

In tegenstelling tot de gemeenten Ukkel en Watermaal-Bosvoorde, die samen met Oudergem de politiezone Marlow vormen, heeft de laatstgenoemde zich niet ingeschreven op het systeem BE-Alert.

Ik zal niet nalaten om in de vergadering van het politiecollege aan de andere twee gemeenten feedback te

vragen omtrent hun ervaringen. Als die feedback positief is en de betreffende twee gemeenten blijven ingeschreven op het BE-Alert-systeem, dan zullen wij er ook op inschrijven, volgens een logica van harmonisatie binnen onze politiezone.

Ik voeg er toch aan toe dat we hebben kunnen vaststellen dat, ook zonder dit systeem, de informatie vlot circuleerde, vermits we konden rekenen op de audiovisuele media en op alle gemeentelijke communicatietools. Ik denk daarbij bijvoorbeeld aan de episode met de tijdelijke sluiting van het Herrmann-Debrouxviaduct.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 03 mei 2018

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester d.d.,

Etienne Schoonbroodt

Christophe Magdalijs